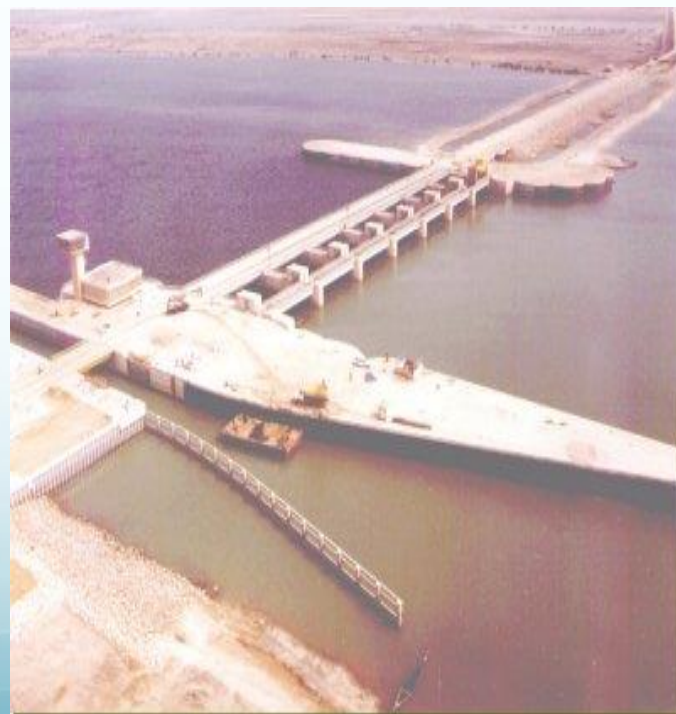




OMVS  
ORGANISATION POUR  
LA MISE EN VALEUR  
DU FLEUVE SÉNÉGAL

# Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS).

## COP 21 EAU ET RESILIENCE M. KABINE KOMARA HAUT COMMISSAIRE OMVS



# CARTE DU BASSIN



# CONTEXTE CREATION :

## SECHERESSE DES ANNES 1979

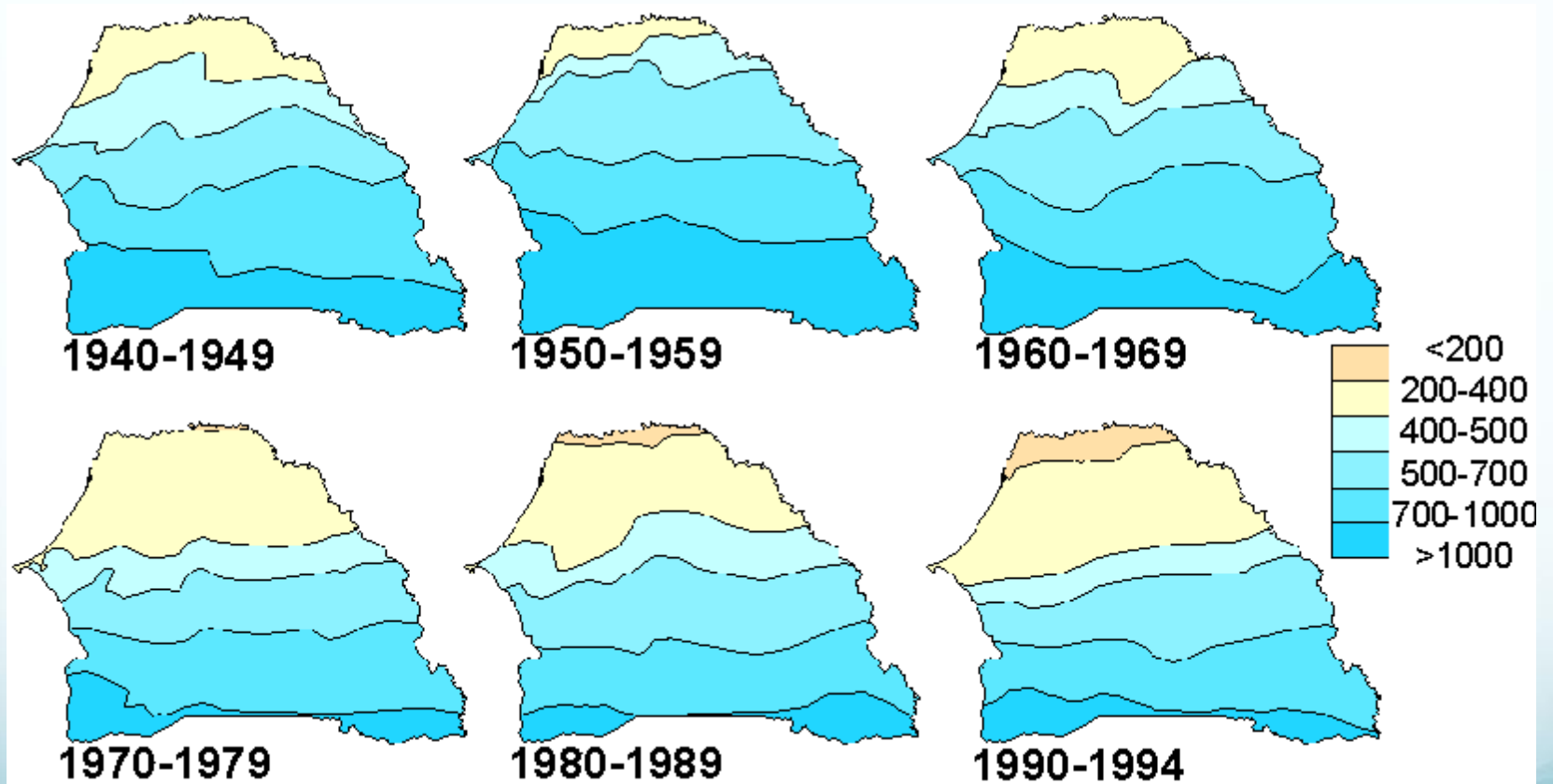
- 1972 : pleine période de sécheresse dans le Sahel
- Pays fondateurs aux économies fortement dominées par l'agriculture et l'élevage.
- **Constats**
  - baisse pluviométrie, baisse des écoulements,
  - chutes de la production agricole
  - sérieux problèmes alimentaires,

- mortalités du bétail
- dégradation rapide du couvert végétal *Cultures sous pluies et de décrue compromises,*
- *appauvrissement des populations,*
- *forte émigration des jeunes,*  
remontée langue salée jusqu'à 250 km

# Facteur de dégradation

## Péjoration climatique

(Variations pluviométriques)



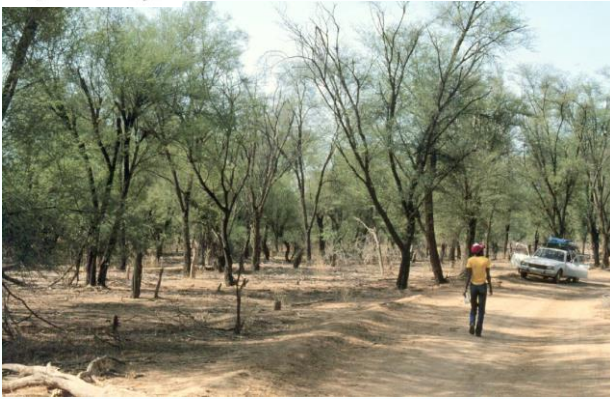


# Facteur de dégradation

## Péjoration climatique (dégradation du milieu)



*Gonakié Woodlands of the Senegal River Valley*



# Missions

- **Une réponse politique et institutionnelle** avec la création de l'OMVS dont les missions intègrent cette nouvelle situation :
- **Réduire la vulnérabilité des économies des États membres face aux aléas climatiques ;**
- **Réaliser les conditions de la sécurité alimentaire durable ;**
- Accélérer le développement économique des États membres ;
- **Préserver l'équilibre écologique global du bassin du fleuve Sénégal ;**

- **Sécuriser et améliorer les revenus des populations du bassin ;**
- **Promouvoir l'intégration régionale**
- Les missions ont été inspirées par le contexte climatique de l'époque : **vulnérabilité des économies des États membres face aux aléas climatiques, sécurité alimentaire durable (pour sortir de l'agriculture sous pluie et aller vers l'irrigation), équilibre écologique global**



# Barrage de DIAMA

**Arrêt remontée eau de mer;**

**Disponibilité de l'eau douce en quantité suffisante et garantie toute l'année (Agriculture, élevage, AEP,);**

**Importante Capacité d'irrigation**

**Amélioration remplissage des lacs, parcs naturels, dépressions et autres zones humides tels lac de Guiers, lac Rkis, Parc du Djoudj, Parc Diawling);**

**Restauration du couvert végétal et recharge des nappes**



# Le Barrage de Manantali

➤ **Stockage** de 11,5 milliards de m<sup>3</sup>

➤ **Régularisation du débit** du fleuve à 300m<sup>3</sup>/s;

➤ **Capacité d'irrigation** de 225 000 ha

➤ **Crues artificielles** (cultures de décrues – Environnement, ....)

➤ **Navigabilité** du fleuve toute l'année de Saint-Louis à Ambidédi (Mali);

➤ **Un productible de 800GWh/an,**



- **Barrage de Félou : barrage au fil de l'eau**
- **Barrage de Gouina : en construction**
  
- **En projets :**
  - **- koukoutamba**
  - **Gourbassi**
  - **etc**

# Ouvrages communs

- **21 décembre 1978 : Convention relative au statut juridique des Ouvrages communs**
- Article 1 : On entend par propriété commune et indivisible, la modalité du droit de propriété selon laquelle chacun des copropriétaires a droit à une quote-part du même bien et tous ensemble ont droit au bien en entier
- Article 3 Les ouvrages communs énumérés ci-dessous ainsi que tout ouvrage remplissant le critère visé à l'article 2 de la présente Convention sont et demeurent pendant toute la durée de leur vie propriété commune et indivisible des Etats membres de l'Organisation



- **12 mai 1982 : Convention relative aux modalités de financement des Ouvrages Communs**
- Article 2 Pour la réalisation ou le fonctionnement des ouvrages communs, l'O.M.V.S peut avoir recours aux modalités de financement suivantes:
- contributions versées par les Etats membres de l'Organisation,
- emprunts contractés par les Etats et rétrocédés à l'Organisation,
- subventions, dons, legs et autres libéralités, y compris l'assistance technique,
- emprunts contractés par l'Organisation, avec ou sans garanties



# **Le Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (phase 2)**

- Evaluer la vulnérabilité du bassin à la variabilité et aux changements climatiques ;
- Mobiliser et faciliter l'accès à l'information scientifique et aux connaissances sur les phénomènes climatiques et leurs impacts réels et potentiels ;
- Planifier et mettre en œuvre à titre pilote des stratégies durables pour l'adaptation et l'atténuation dans le bassin ;
- Renforcer les capacités des institutions et des acteurs à tous les niveaux de gouvernance pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans l'adaptation et la gestion durable des ressources naturelles.

# DÉFIS

- Faible exécution des plans élaborés,
- Concret : actions pilotes d'adaptation
- Financement des actions
- Pérennité des actions

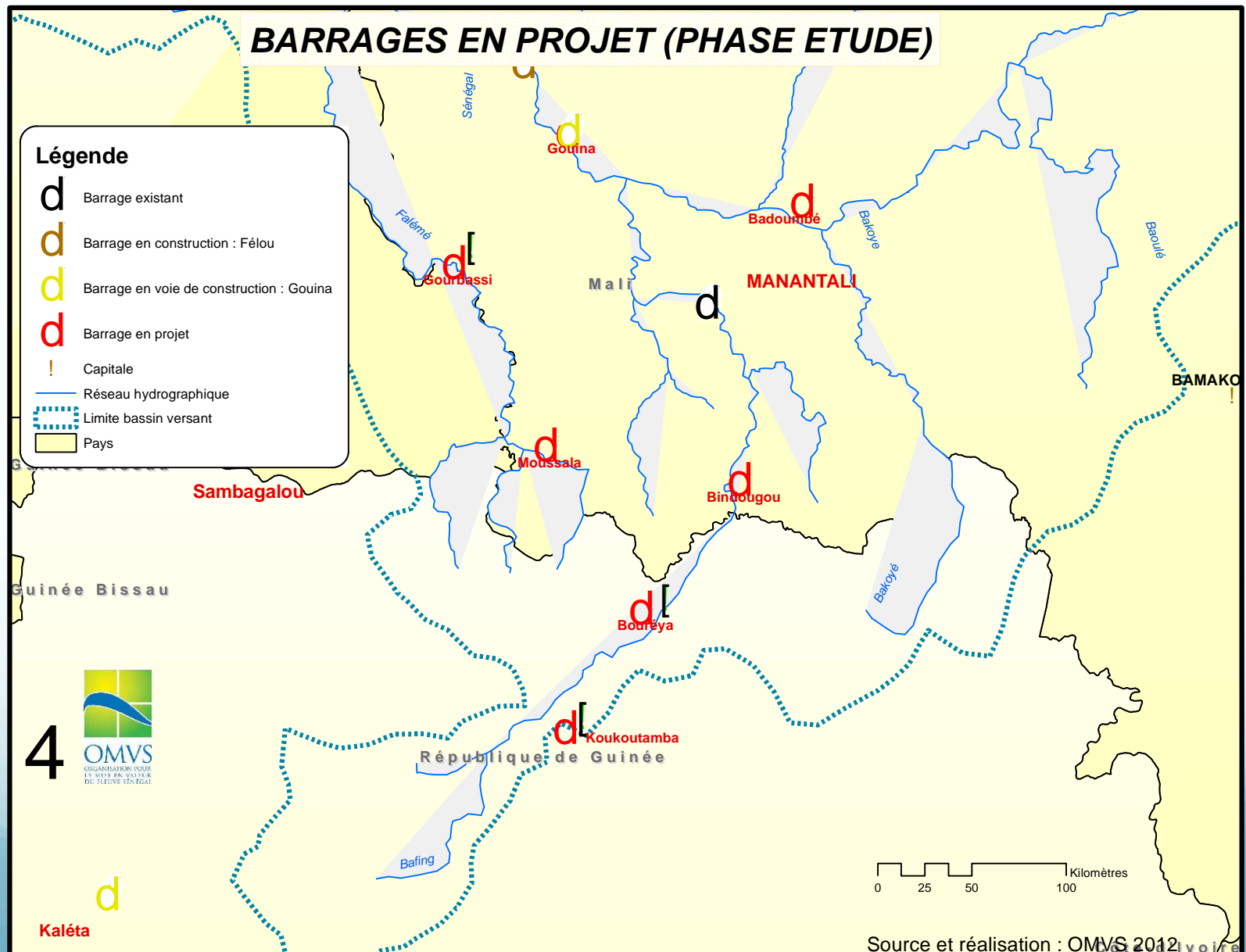
# Des actions pour surmonter les défis

- Les 4 états continuent d'affirmer leur volonté commune de combattre ensemble la vulnérabilité climatique et promouvoir le développement intégré par la mutualisation des efforts
- Sdage
- - Mise en place et amélioration continue d'outils de connaissances et de suivi des ressources en eau du bassin
- - Implication constante et concertée de tous les usagers dans la gestion et la préservation des ressources en eau
- -Adoption de la résolution sur la promotion des cultures irriguées

# SCHEMA ILLUSTRATIF DE LA PREMIERE PHASE DU SITRAM-OMVS



# Barrages en phase d'études : Gourbassi, Bouréya et Koukoutamba





- - Adoption de résolutions pour la réalisation de nouveaux ouvrages structurants Navigation , nouveaux ouvrages à buts multiples et de production d'énergie et réseau électrique qui vont à terme produire près de 1000 mgw supplémentaires d'énergie propre
- Kouroutamba 300mgw , Goubassi 25 mgw, Boureya 115 Balassa 180 mgw et des microcentrales
- - Promotion de l'électrification rurale
- - Adoption d'une nouvelle politique énergétique commune qui prône de combler le déficit énergétique par la promotion d'un mix énergétique donnant la priorité aux énergies renouvelables et la densification du réseau de transport d'énergie
- - Resolution sur la preservation et la restauration des Massifs du Foutah Djallon
- - Adoption au plus haut niveau par les Chefs d'Etat en mars 2015 de la Déclaration sur les changements climatiques qui fait obligations d'intégrer ce facteur dans toutes nos décisions
- - Tout ceci et surtout l'approche conceptuelle et concertée des 4 pays pour résoudre ces défis majeurs ont valu à notre organisation d'être classée en juin dernier numéro 1 au niveau mondial

**MERCI**